

**Titre de la séance :** Ramener les électeurs aux urnes : développer des partenariats efficaces pour une plus grande participation électorale

**Animateurs/Panélistes :**

François Gélinau, titulaire de la Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires, Université Laval

André Blais, professeur et coordonnateur du projet Making Electoral Democracy Work, Université de Montréal

Marie Grégoire, vice-présidente et associée principale, TACT Intelligence-conseil, ancienne députée de l'Assemblée nationale du Québec et commentatrice politique

Youri Cormier, directeur général, L'apathie c'est plate

**Date et heure :** Mercredi le 11 décembre 2013, 9 h 15

**Rapporteur :** Karine Gaudreault

**Résumé de la séance**

La séance a permis de présenter des perspectives académiques, partisanes et provenant de la société civile à propos de cette question.

Le constat du déclin de la participation électorale dans les démocraties industrialisées a soulevé des questionnements quant aux moyens de ramener les électeurs aux urnes. Selon la littérature scientifique, les déterminants de la participation électorale les plus influents sont l'âge, la scolarisation et le fait de cohabiter avec d'autres personnes. L'un des principaux constats de l'analyse de la participation électorale est celui du déclin du vote des jeunes. Deux effets peuvent expliquer ce phénomène, soit l'effet de cycle de vie et l'effet de génération. La tendance des jeunes à moins voter que les adultes s'est accentuée au cours des années 1970. Cela pourrait entre autres s'expliquer par le fait que les jeunes d'aujourd'hui ont un accès inférieur aux ressources que la génération précédente et qu'ils doivent faire face à une plus grande instabilité.

Par ailleurs, parmi les motivations expliquant que les citoyens décident ou non de voter, le sens du devoir civique joue un rôle très important. Il s'agit du sentiment que voter n'est pas seulement un droit, mais également un devoir. Celui-ci semble d'ailleurs mieux ancré chez les électeurs plus âgés.

D'autre part, des déterminants contextuels influent sur la décision d'aller voter. Ainsi, les gens voteront davantage là où le vote est obligatoire, où le mode de scrutin est proportionnel, lorsque les élections sont très compétitives et dans les pays riches ou moyennement riches. Il est à noter par ailleurs qu'à l'exception de l'obligation de voter, les autres éléments contextuels n'ont qu'un effet assez modeste sur la participation électorale.

D'une perspective partisane, on peut constater que l'idée d'aller voter est devenue de moins en moins populaire. Au fil des ans, la mobilisation politique est devenue plus impersonnelle, les techniques passant du porte-à-porte et des appels téléphoniques personnalisés aux publications sur les réseaux sociaux et aux appels robotisés. Parallèlement à ce changement de tactique, on a pu observer une augmentation du cynisme au sein de la population. Dans le cas du Québec, la déception face à l'offre

politique et le climat plus ou moins positif lors des élections auraient une incidence sur le taux de participation.

Les panélistes s'entendent pour dire que le système dans son ensemble doit être flexible et s'adapter à cette nouvelle réalité. Afin de mobiliser davantage les électeurs, plusieurs institutions doivent agir et collaborer pour que différents groupes de la société soient touchés. L'utilisation des réseaux et des médias sociaux est vitale considérant que le vote est un acte social. Ainsi, les panélistes considèrent comme utile de s'intéresser à l'option de permettre le vote par Internet, surtout pour rejoindre les jeunes. On énonce également l'idée que le mode de scrutin devra s'adapter afin de répondre aux besoins désormais plus variés de la population concernant l'offre politique. Par ailleurs, les partis politiques doivent aussi adapter leurs tactiques afin de susciter l'intérêt de la population et transmettre leur message.

En somme, la hausse de la participation électorale passe par des solutions bien ciblées qui doivent être mises en œuvre par l'ensemble des acteurs politiques.